La crise a durablement réduit le niveau de vie dans les pays riches

14/03/2010 à 6h02

Dans son rapport annuel, l'OCDE donne les recettes pour "*consolider la reprise qui s'amorce*."

La récession a modifié le paysage économique mondial, laissant des cicatrices qui seront visibles pendant de longues années. Dans les trente pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle a fait baisser le niveau de vie, augmenter le chômage et a fragilisé les finances publiques. Dès lors, ces pays doivent s'attaquer immédiatement au problème de déficit budgétaire et, en même temps, ne pas compromettre la croissance.

> ***Comme dans ses précédentes éditions, le Rapport «Objectif croissance» de 2010 prône la flexibilité du marché du travail, la mobilité de la main-d'œuvre, la réduction des subventions agricoles et industrielles, la libéralisation du commerce international ainsi que la formation comme des facteurs pouvant dynamiser l'économie. Fidèle à sa doctrine, l'OCDE met en garde ses membres contre la tentation d'augmenter les budgets sociaux en cette période où le chômage tend à augmenter.***

Tels sont les premiers enseignements du dernier rapport annuel «*Objectif croissance*» de l'OCDE rendu public mercredi. Il dit d'emblée que les perspectives économiques il y a une année étaient particulièrement sombres, mais que les États ont pris des mesures pour éviter une récession comparable à celle de 1930.

«*La reprise est en route, mais nous ne savons pas si elle est*

tirée par les politiques de relance ou si elle a acquis sa propre dynamique», a déclaré Pierre Carlo Padoan, chef économiste de l'OCDE et auteur du rapport. Désormais, selon lui, chaque État devra graduellement mettre fin aux plans de relance, notamment les aides accordées à l'industrie automobile, et poursuivre les réformes structurelles afin d'accroître la croissance. Selon l'OCDE, aussi connu comme le club des pays riches, la crise a conduit à une perte du produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de trois points au sein de ses membres.

L'assainissement des finances publiques, dégradées par des dépenses exceptionnelles pour lutter contre la récession, sera un enjeu majeur. Certains pays dont la Grèce, le Portugal et l'Espagne traversent déjà une crise liée à la dette et au manque de liquidités. Pour l'OCDE, ces pays ne peuvent pas faire l'économie de mesures radicales. Ils devront restaurer leur crédibilité pour pouvoir refinancer leur dette à des taux d'intérêt en phase avec ceux du marché.

Réformer la finance

Prenant l'exemple du Portugal, l'OCDE a salué son plan d'austérité présenté lundi à Lisbonne. Grâce à une réduction de dépenses publiques, une relance des privatisations et un report d'investissements, le pays espère ramener son déficit budgétaire de 9,3% du PIB en 2009, à 2,8% en 2013. Mais la maîtrise des finances publiques ne suffira pas à donner un coup de fouet nécessaire. Au contraire. L'OCDE recense cinq domaines où des réformes sont incontournables pour renforcer l'activité économique et préserver l'emploi.

«*Vu la responsabilité primordiale des marchés financiers dans la crise, les pays doivent songer à renforcer la réglementation du secteur, a déclaré Pierre Carlo Padoan. Il devrait être possible de le faire sans pour autant miner la stabilité du marché financier qui est un maillon indispensable dans la mobilisation de ressources.*»

Le Temps